

*Affaires courantes*

Et voilà encore le gouvernement en train d'essayer de vendre une taxe sur les produits et services qui est invendable, qui est inacceptable presque pour chaque Canadien. Il nous dit: «Nous avons fait notre part. Nous avons réduit les dépenses.»

• (1240)

J'ai constaté que le président du Conseil du Trésor n'avait pas fait mention de la machine de propagande du gouvernement. Celui-ci a déjà dépensé 9 millions de dollars dans une campagne visant à convaincre les Canadiens du bien-fondé de la taxe sur les produits et services. Dieu sait combien il en dépensera l'an prochain. A-t-il prévu des compressions dans ce secteur? A-t-il prévu des réductions dans le budget consacré à la publicité des programmes publics et dans le budget de la propagande? Pas la moindre.

Il propose ensuite de réduire les services aux députés. Eh bien soit, monsieur le Président. Mais en a-t-il fait autant en ce qui concerne les ministres? A-t-il annoncé des compressions dans les budgets ministériels d'un des plus gros cabinets de l'histoire du Canada? A-t-il annoncé des réductions dans l'abondant personnel politique des ministres? Non, il n'a pas annoncé de compressions dans ce secteur. Il n'a pas annoncé non plus de compressions de la caisse noire que les ministres utilisent à des fins de favoritisme.

Qu'en est-il du premier ministre? Voici un premier ministre qui se pavane sur la scène internationale dans le but d'impressionner non pas des personnalités étrangères, mais les électeurs canadiens. Il est en quelque sorte le Mick Jagger de la politique internationale, qui nous en met plein les yeux et plein les oreilles sur son immense scène. Et il se fait suivre par un immense cortège dont les déplacements nécessitent plusieurs avions. En fait, jamais un premier ministre canadien n'a eu une suite aussi nombreuse. A-t-il annoncé des réductions dans ce domaine, monsieur le Président? Pas la moindre.

Si le gouvernement était vraiment sérieux et s'il voulait vraiment réduire le déficit, il commencerait par diminuer les budgets des ministres. Il aurait réduit les voyages frivoles du premier ministre et l'énorme propagande publicitaire du gouvernement.

Le ministre n'a même pas parlé d'un autre domaine, celui des dépenses fiscales pour les sociétés. Si le gouvernement était sérieux et s'il parcourait la liste des centaines de millions, que dis-je, des milliards de dollars que les contribuables du Canada perdent chaque année à cause des dépenses fiscales des sociétés, il aurait pu trouver des milliards de dollars de réductions. Les Canadiens l'auraient applaudi. Mais non, il a préféré faire des économies de bouts de chandelles en réduisant les fonds destinés à encourager les éditeurs canadiens qui luttent maintenant contre la menace de l'Accord de libre-échange et qui essaient de résister aux pressions des États-Unis. Que leur annonce-t-il? Qu'il réduit leur financement.

Un autre groupe a été touché de plein fouet. Le gouvernement a réduit bien des fois l'aide aux universités, aux collèges, aux écoles techniques et professionnelles ainsi que les prêts et les bourses versés aux étudiants. Il va maintenant ajouter de nouveaux frais au processus d'octroi des prêts aux étudiants, soit des frais d'administration de 3 p. 100 sur tous les nouveaux prêts consentis à des étudiants au Canada. Bravo! c'est le meilleur moyen d'encourager les étudiants canadiens et de leur montrer que nous apprécions les efforts que font les jeunes pour s'améliorer en poursuivant des études postsecondaires.

L'influence de l'Accord de libre-échange est évidente dans le discours que le ministre a prononcé aujourd'hui. Les Américains ont dit qu'ils ne voulaient pas que le gouvernement du Canada aide les éditeurs canadiens. Alors le gouvernement a annoncé aujourd'hui qu'il était d'accord. Une fois de plus, comme ce fut le cas pour l'assurance-chômage, le gouvernement du Canada réduit son aide aux petites maisons d'édition canadiennes.

Que dire des frais d'entrée dans les parcs nationaux? Les Canadiens devront payer plus cher pour visiter un parc national. Ces parcs font partie du patrimoine commun de tous les Canadiens mais, à cause des programmes de privatisation, les frais d'utilisation exigés pour divers aspects du programme des parcs du gouvernement fédéral sont en train de rendre ces parcs accessibles seulement aux bien nantis.

Parlons maintenant des nouveaux Canadiens et des frais de demande d'immigration. Nous avons le programme des entrepreneurs selon lequel il suffit d'avoir 200 000 \$ pour pouvoir acheter son passeport. Cependant, pour les gens qui n'ont pas beaucoup d'argent, nous